

Nourrir les hommes

Alimentation mondiale : les limites de la régulation marchande



Avril 2008, des milliers de manifestants descendent dans la rue en Egypte, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, en Ethiopie, à Madagascar...ils protestent contre l'inflation du prix du riz, du blé, du maïs... En Europe, l'inflation passe brutalement à 3.7% en mars 2008 sous l'effet conjugué de la hausse du prix du pétrole et des matières premières.

Arnaud Diemer, Université Blaise Pascal, Clermont Ferrand

PLAN

Rappel des faits : crise alimentaire et hausse des prix

I. Comment comprendre un tel phénomène ?

1er niveau : Le mécanisme de l'offre et la demande

2ème niveau : L'effet King

3ème niveau : Le mécanisme du Cobweb

II. La faute aux marchés ?

1er niveau d'analyse : le marché est coupable !

2ème niveau d'analyse : le problème de la régulation mondiale !

3ème niveau d'analyse : la pression des agro-carburants !

4ème niveau d'analyse : les facteurs exogènes

III. Quels remèdes ?

1. Une régulation des marchés et une nouvelle gouvernance mondiale ?
2. Le recours aux nouvelles technologies : croyance dans l'homme ?
3. Une agriculture intensivement écologique
4. Une nouvelle politique d'aide alimentaire
5. Une reconquête de la souveraineté alimentaire
6. Une politique de décroissance

LES FAITS

Le blé est la principale céréale exportée dans le monde. En 2005, une tonne de blé valait 120\$, en 2008, son prix avait presque quadruplé pour atteindre les 450\$. Depuis les niveaux sont retombés à moins de 120\$/t.

Même constat pour le soja, une tonne de soja valait 200\$ en 2005. Fin 2007, son prix est monté jusqu'à 380\$ pour repasser ensuite sous la barre des 200\$ en 2009.

L'indice des prix des produits alimentaires a doublé entre 2002 et 2008
Blé : + 62%; Maïs : + 32%; Riz : + 29%

Part du budget consacré au poste alimentation

Les pays développés consacrent 10 à 20% de leur budget à l'alimentation

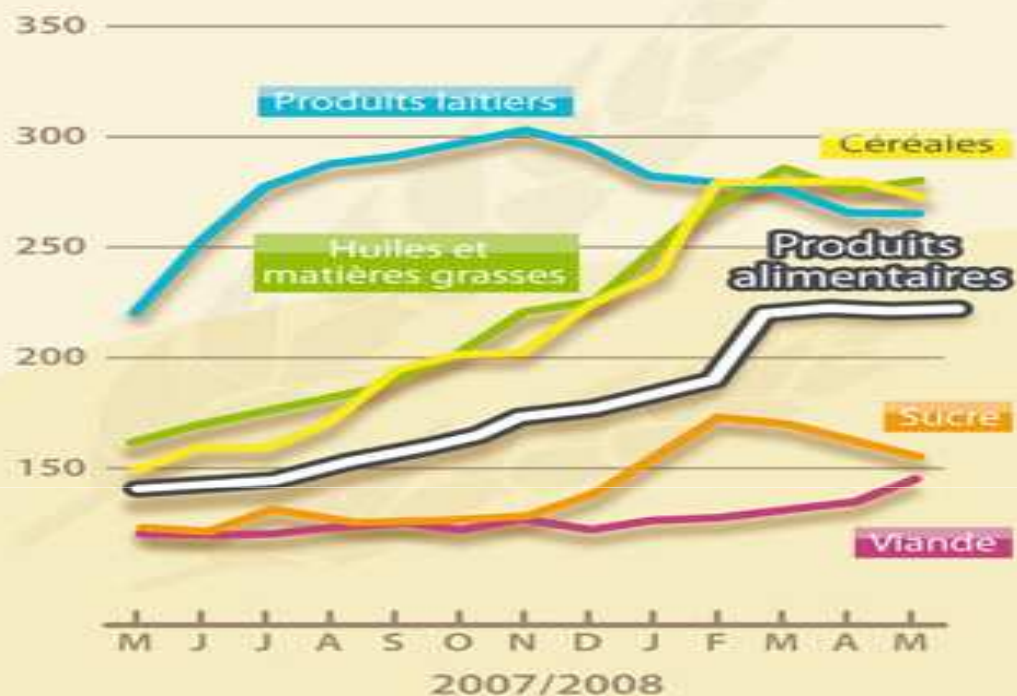
Crise du pouvoir d'achat

Les pays en développement consacrent entre 50 et 90% de leur budget à l'alimentation

Révoltes de la pauvreté urbaine

Sous nutrition des campagnes

INDICE DES PRIX DES DENRÉES ALIMENTAIRES



Sur un an, entre mai 2007 et mai 2008, les indices des prix de plusieurs denrées alimentaires, en particulier les céréales, ont explosé. L'indice général des produits alimentaires, calculé par les spécialistes de la FAO à partir des prix de 55 produits différents représentatifs du marché, a quant à lui augmenté de 54%.

(Source FAO)

I. COMMENT COMPRENDRE UN TEL PHENOMENE ?

1er niveau : *Le mécanisme de l'offre et la demande*

A chaque grand groupe de produits agricoles, correspond un marché particulier. Les différences de prix entre les différents types de marché varient en fonction de l'offre et la demande.

- L'offre de produits agricoles apparaît sous la forme d'une production nationale, d'une production étrangère (importations) et la constitution de stocks. La demande se dissocie en consommation nationale et exportations.

$$\text{Production} + - (\Delta \text{ Stocks}) + \text{Importations} = \text{Consommation} + \text{Exportations}$$

Les fluctuations du marché portent à la fois sur les quantités produites et commercialisées, les stocks, les appels des principaux pays importateurs, les parts de marché des principaux pays exportateurs. Elles se traduisent par un cours (prix) sur les différents marchés, qu'il faut convertir en monnaie étrangère (taux de change) dans le cas des échanges internationaux.

$$\text{Production} - \text{Consommation} = (\text{Exportations} - \text{Importations}) + - (\Delta \text{ Stocks})$$

- La demande se présente sous la forme d'une consommation nationale et d'exportations. Dans les deux cas, les produits agricoles ont trois débouchés possibles : l'alimentation humaine, l'alimentation animale, et l'utilisation à titre de biens intermédiaires des industries non alimentaires.

Si la production, la consommation et les stocks mondiaux donnent la tendance du marché, ce sont les échanges mondiaux (exportations-importations), qui font les prix. Il convient donc de connaître avec précision **les zones de surplus et de déficit (pour le marché du blé, c'est l'équivalent de 100 à 150 millions de tonnes qui font les prix)**

→ L'Australie, le Canada, l'Argentine et le Brésil représentent seulement 15% de la production mondiale des principales cultures marchandes (blé, riz, colza, soja, tournesol, ...) mais 35 à 45% des exportations mondiales.

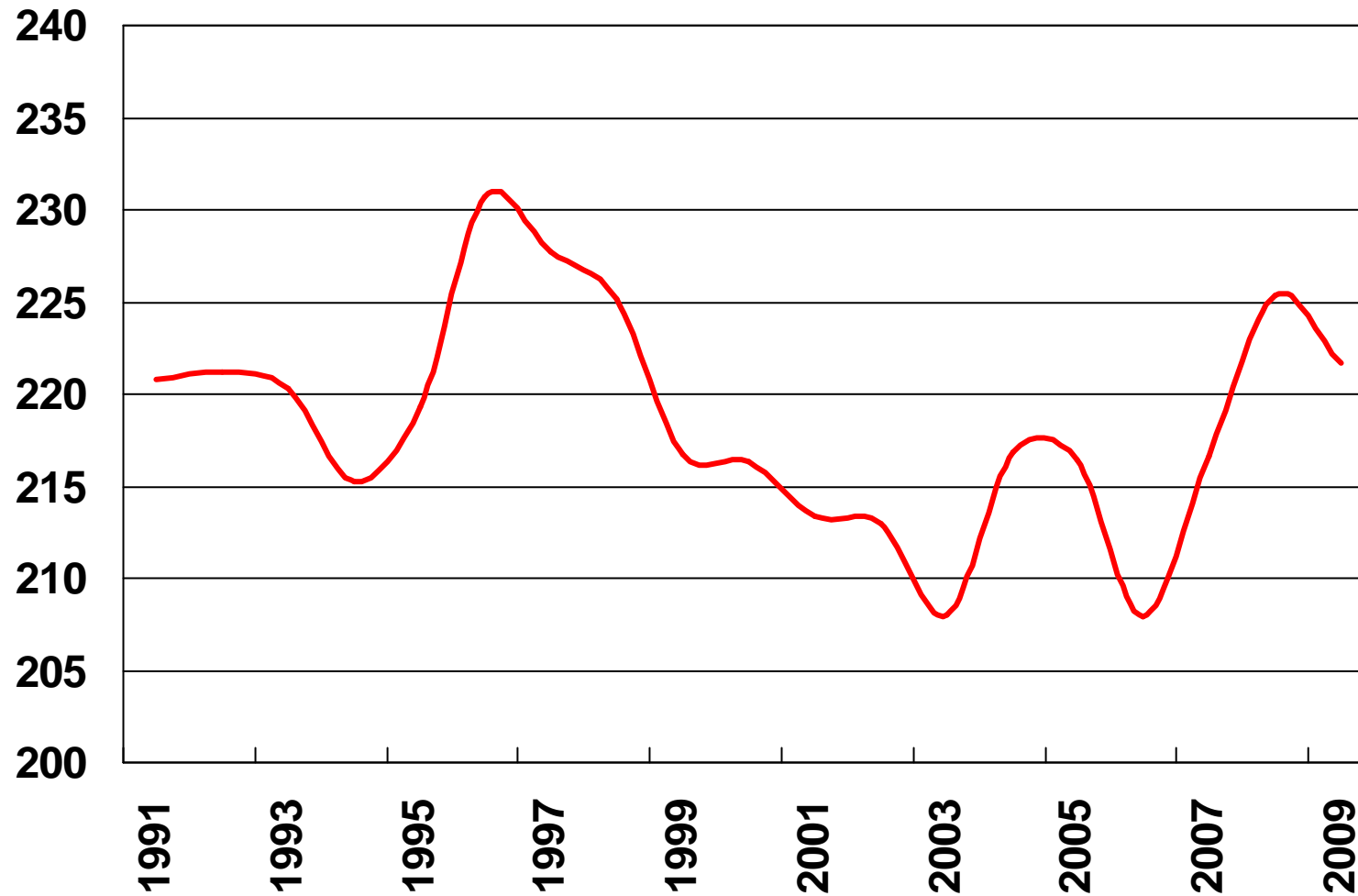
Illustration par le marché du blé : Les surplus se trouvent du côté des 5 principaux exportateurs de blé : les États-Unis (30%), l'Australie (17%), le Canada (16%), l'UEM (16%) et l'Argentine (8%)

Ces zones d'exportation, traditionnellement stables, doivent être mises en relation avec des zones d'exportation plus instables (il s'agit principalement des exportations de la Russie, de l'Ukraine...). Les zones de déficit se situent principalement du côté de la Chine et de l'Inde (38% de la population mondiale et 15% des exportations mondiales).

Blé (campagne 2008-2009)

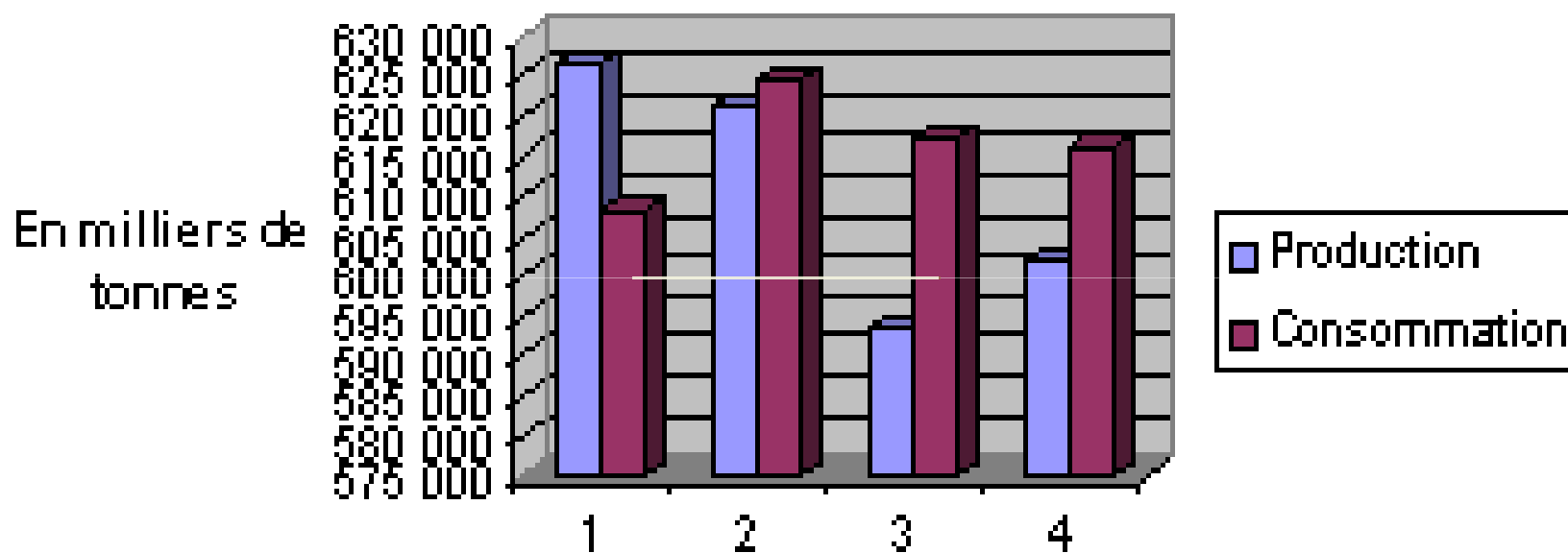
- * Récolte médiocre en Argentine (9.5 Mt contre 16.3 Mt)
- * Retour à la normale en Australie mais problèmes qualitatifs (13 à 20 Mt)
- * Exportations dynamiques de l'Union Européenne
- * Stocks importants en France
- * Augmentation de la production chinoise (152 à 166 000 t)

Surfaces mondiales de blé



Source : CIC (2009) (en millions d'hectares)

Production / consommation mondiales de blé



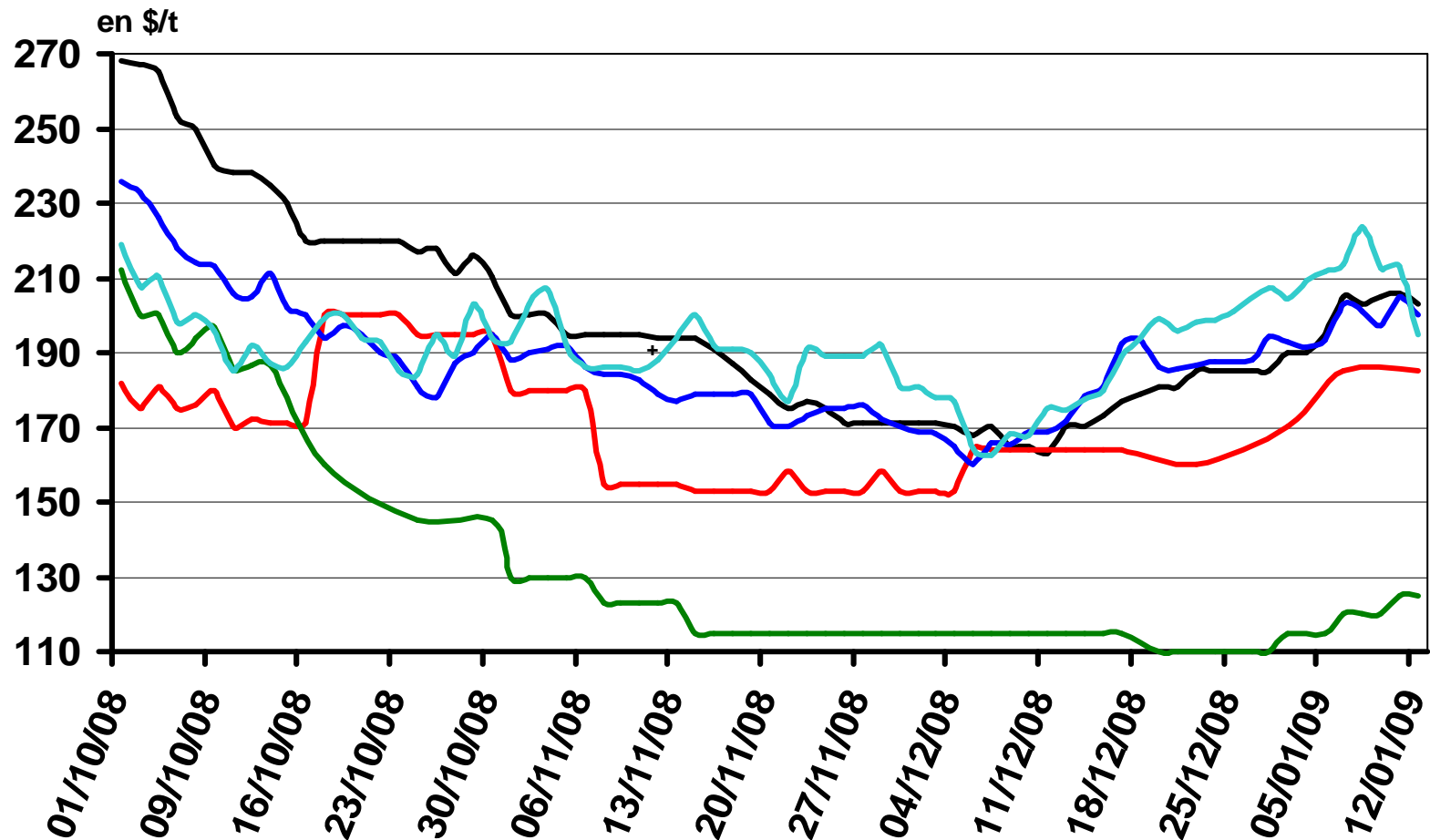
Campagnes (2004-2005; 2005/2006; 2006-2007; 2007-2008)

Source : USDA (2008)

Blé tendre : prix mondiaux fob

— Argentina Wheat Trigo Pan - Up River — Black Sea Wheat 4
— Black Sea Wheat Feed — France Wheat Grade 1
— SRW - Gulf

Au 12 janvier 2009



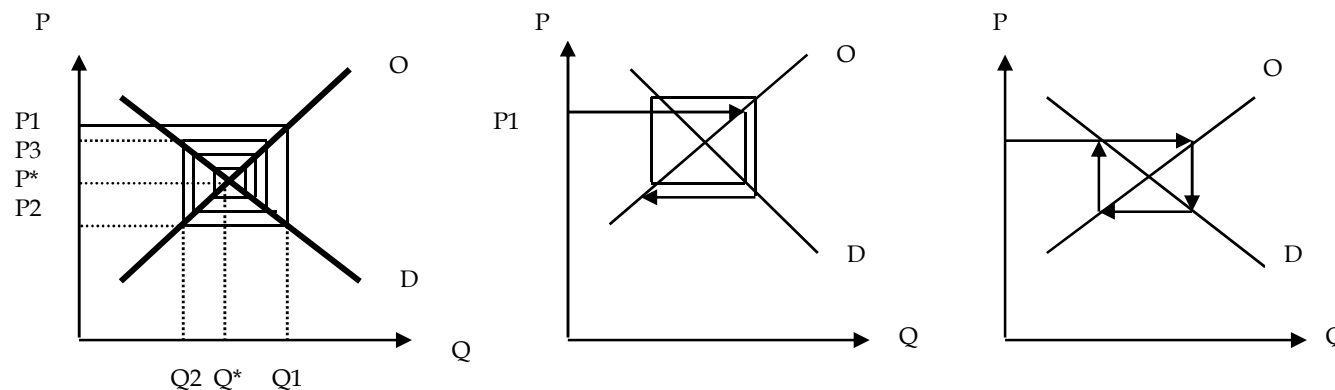
2ème niveau : Il existe un effet dominant en agriculture, *l'effet KING*.

Dans le cas de la production porcine, cet effet rappelle qu'une hausse de la production de 2% génère une baisse des prix de plus de 50%.

Dans le cas du blé dur, on soulignera que le Canada et les USA représentent près de 80% des échanges mondiaux de blé dur. Lorsque la production nord américaine baisse de 15%, ceci représente une baisse de 3.5% de la production mondiale, mais surtout une baisse de 20% des surplus exportables mondiaux. Conséquence, les prix mondiaux augmentent de 25%.

3ème niveau d'analyse : les produits agricoles sont soumis à ce que l'on appelle le mécanisme du Cobweb, c'est-à-dire à une dynamique prix quantité. Le modèle décrit une situation dans laquelle en raison des délais de production, la décision de produire pour la période suivante est fondée sur la situation observée dans la période en cours. Une telle situation de déséquilibre est productrice de fluctuations. Il s'enclenchera alors un processus de convergence vers l'équilibre (les fluctuations enregistreront un amortissement progressif) ou au contraire il s'enclenchera un processus de divergence (les fluctuations iront en s'amplifiant) selon les pentes des fonctions d'offre et de demande.

Plusieurs cas de figures sont envisageables, et ce sont les élasticités respectives des fonctions d'offre et de demande qui expliquent la nature des oscillations. Trois cas sont distingués : (a) les oscillations amorties, (b) les oscillations amplifiées, (c) les oscillations auto-entretenues.



Ce cycle de type prix-quantité a trois caractéristiques :

- Les prix et les quantités fluctuent en sens contraire ; les quantités sont élevées quand les prix sont faibles et faibles quand les prix sont élevés.
- La période du cycle est égale au double de la période de production (délai entre l'observation des prix et l'offre de biens).
- Le modèle de cycle prix-quantité repose sur un schéma d'anticipation de prix particulièrement simple où le prix anticipé par les producteurs pour la période t est le prix observé à la période $(t-1)$.

De l'équilibre du marché ($O_t = D_t$), on en déduit la relation de récurrence :

$$P_t = -a/c (P_{t-1}) + (b-d)/c$$

II. LA FAUTE AUX MARCHES ?

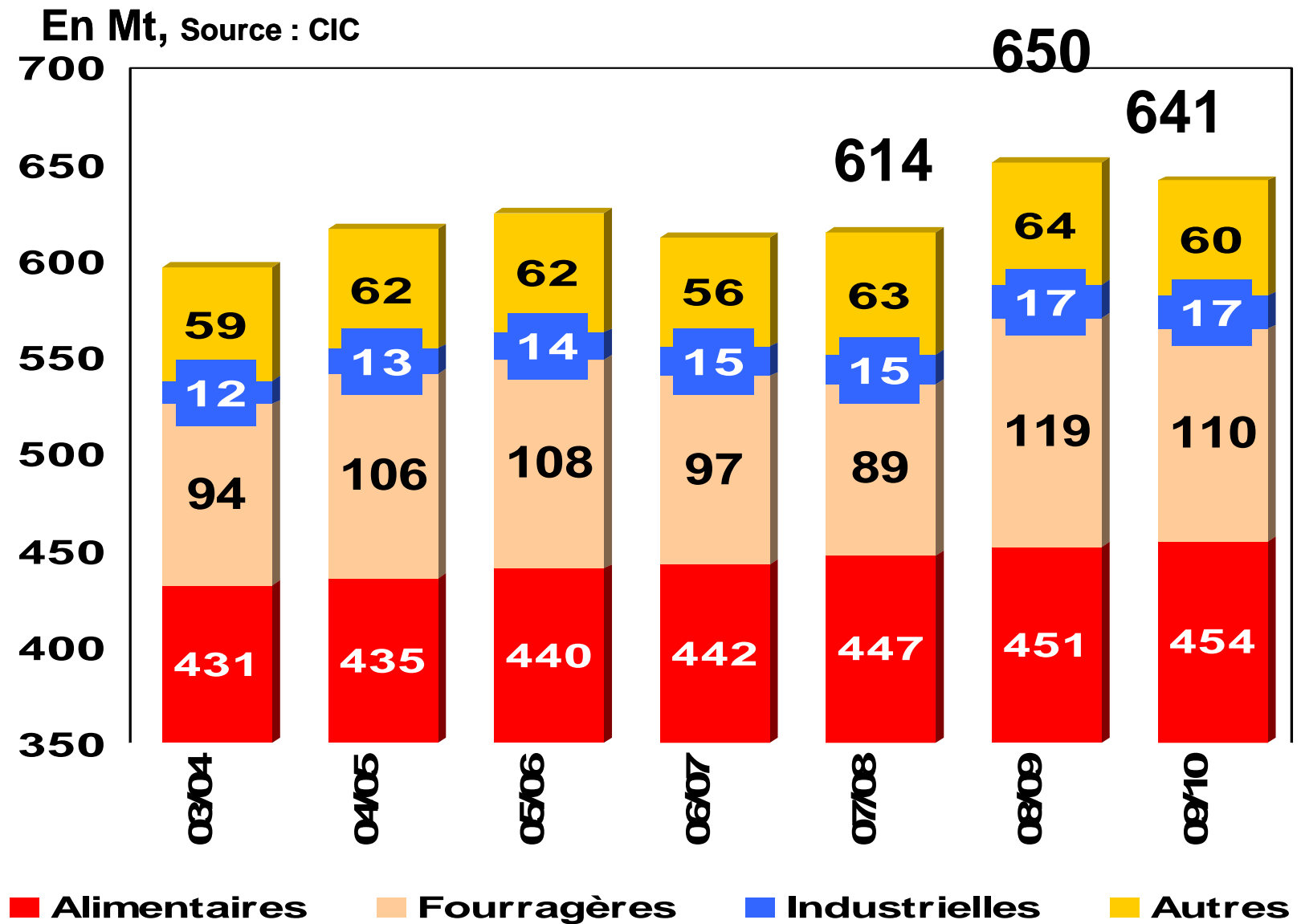
Plusieurs explications ont été fournies pour expliquer la brutale hausse des prix en 2008, certaines se sont concentrés sur les limites du mécanisme de régulation marchande, d'autres sur les conséquences néfastes du laisser-fairisme (et des politiques des grands organismes internationaux), enfin quelques voix ont mis l'accent sur la modification du contexte économique, social...

1er niveau d'analyse : Le marché est coupable !

→ La demande de produits agricoles serait à l'origine de la déstabilisation des marchés agricoles, et donc de la hausse des prix. La Chine et l'Inde (38% de la population mondiale, 15% des importations mondiales), à la fois producteur et consommateur (notamment lorsque leurs cultures sont détruites par les aléas climatiques) seraient à l'origine de ces mouvements erratiques de prix.

Thèse du développement économique : tout pays ayant une croissance forte, doit opérer un décollage par l'intermédiaire de sa classe moyenne, ceci se traduit concrètement par le passage d'une alimentation à base de céréales à une alimentation d'origine animale. C'est ainsi que l'Inde qui a une croissance de 8-9% par an, a vu son production de volailles augmenter de 12% par an depuis 5 ans. La Chine avec une croissance comprise entre 11.5% (2007) et 10.4% (2008) a vu sa consommation de viande par tête progresser de 4.5% par an depuis 2001. Or le monde animal est nourri à partir de céréales et de tourteaux (soja, colza, tournesol). Cette modification des marchés serait à l'origine de la hausse des prix.

Utilisation mondiale de blé

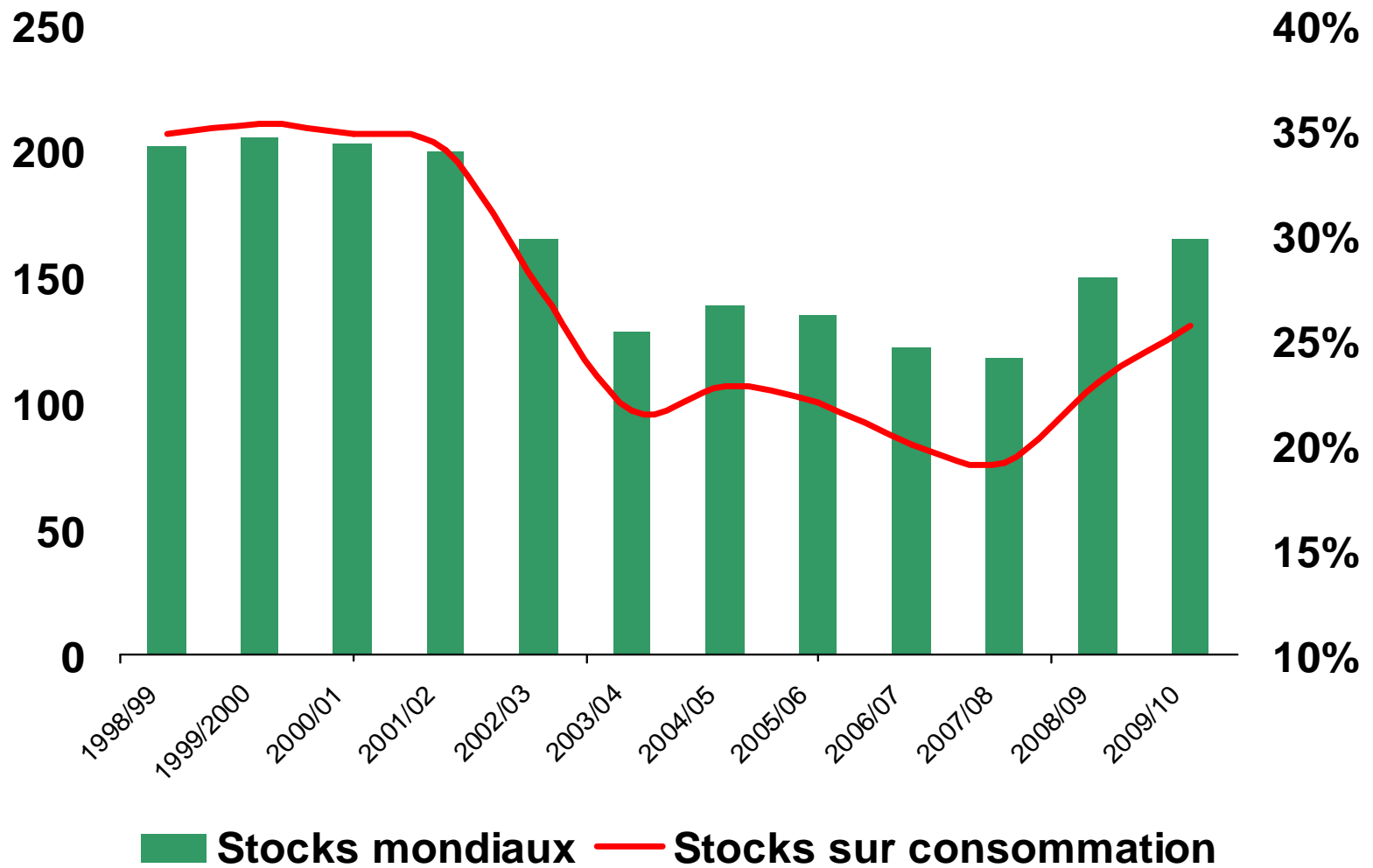


Si la thèse de la hausse des prix occasionnée par l'alimentation animale paraît plausible, celle en revanche de la responsabilité de la Chine et de l'Inde est plus ou moins contestable. Tout du moins, elle mérite d'être précisée. Si l'Inde et la Chine ont un poids réel sur les exportations de céréales et d'oléagineux, elles sont devenues toutes deux, depuis 2007, producteurs et non plus consommateurs. A l'exception du soja (30 millions de tonnes importées en 2007), la Chine a exporté 5 millions de tonnes de maïs, 3 millions de tonnes de blé et 1 million de tonnes de riz. De son côté, l'Inde n'a pas importé de blé en 2008 et a continué à exporter du riz, de la viande et des produits laitiers. Enfin la consommation de volailles en Inde (2 kg de poulet par an et par tête) est trop faible pour peser sur les cours.

→ L'offre de produits agricoles, et plus précisément la variation des stocks, serait à l'origine de la déstabilisation des marchés, donc de la hausse des prix. Les années récentes tendent à montrer que les grands exportateurs ont cherché à réduire leurs stocks afin de diminuer leurs coûts de gestion et fonctionner en flux tendus. Cette situation s'est généralisée à toutes les céréales et les oléagineux : déstockage du blé dur au Canada (50% des parts de marché), déstockage de 65 millions de tonnes de blé en Chine de 2000 à 2006 ; déstockage de blé tendre en Europe (150 à 120 millions de tonnes de 2004 à 2007). Dans le cas de l'Europe, ce déstockage a pesé sur les cours car les stocks européens sont considérés comme stabilisateurs des prix mondiaux. L'Europe joue ainsi le rôle de « *stockeur en dernier ressort* » et intervient en cas de déficit de production. Le ratio stocks/utilisation (16%) représente la moitié de son niveau d'il y a 10 ans (le plus bas niveau depuis 45 ans).

Stocks mondiaux de blé

(source *CIC en Mt*)



2ème niveau d'analyse : problème de la régulation mondiale !

La marche forcée de tous les pays en développement vers le libre échange et la logique marchande. Programme initié par l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) et cautionné par les institutions financières internationales (FMI, Banque Mondiale) visant à négocier des programmes d'aide ou des annulations de dettes contre un passage à l'économie de marché (plan d'ajustement structurel : PAS)



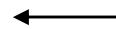
Exportation des surplus des pays développés à bas prix vers les pays en développement



Disparition des productions vivrières, incapables de faire face à l'entrée des produits agricoles des pays développés.



Plus de programmes et de politiques agricoles dans les pays en développement : problème lors d'une hausse des prix des matières premières



Les problèmes alimentaires des pays en développement sont réglés ponctuellement par des importations à bas prix des pays développés.

3ème niveau d'analyse : La pression des agro-carburants !

La hausse du prix du pétrole et la lutte contre les effets du changement climatique ont amené les différents gouvernements à favoriser, par de nombreuses incitations fiscales, la production d'agro-carburants de première génération. Cette expression renvoie aux cultures énergétiques à forte teneur en sucre ou en amidon ainsi qu'aux oléagineuses utilisées comme matières premières dans la production d'éthanol et de biodiesel.

Or ce développement massif aurait occasionné trois problèmes principaux :

- (i) le problème de la disponibilité des terres agricoles et de la concurrence entre terres agricoles dédiées aux cultures alimentaires et terres agricoles dédiées aux cultures énergétiques. En 2007-2008, les agriculteurs américains ont consacré 79 millions de tonnes de maïs au bioéthanol. Près de 24% de la production totale de maïs a ainsi servi à alimenter en carburant les automobilistes américains. Selon le FMI, ce phénomène serait à l'origine de 70% de la hausse du prix mondial du maïs.
- (ii) le renchérissement des coûts de fabrication des intrants (engrais, pesticides), des charge de mécanisation (motoculteurs, pompes) et celle du fret
- (iii) le problème de leur développement et des conséquences des effets externes à moyen - long terme (notamment sur l'environnement).

Si ces arguments semblent recevables, il convient de faire la part des choses :

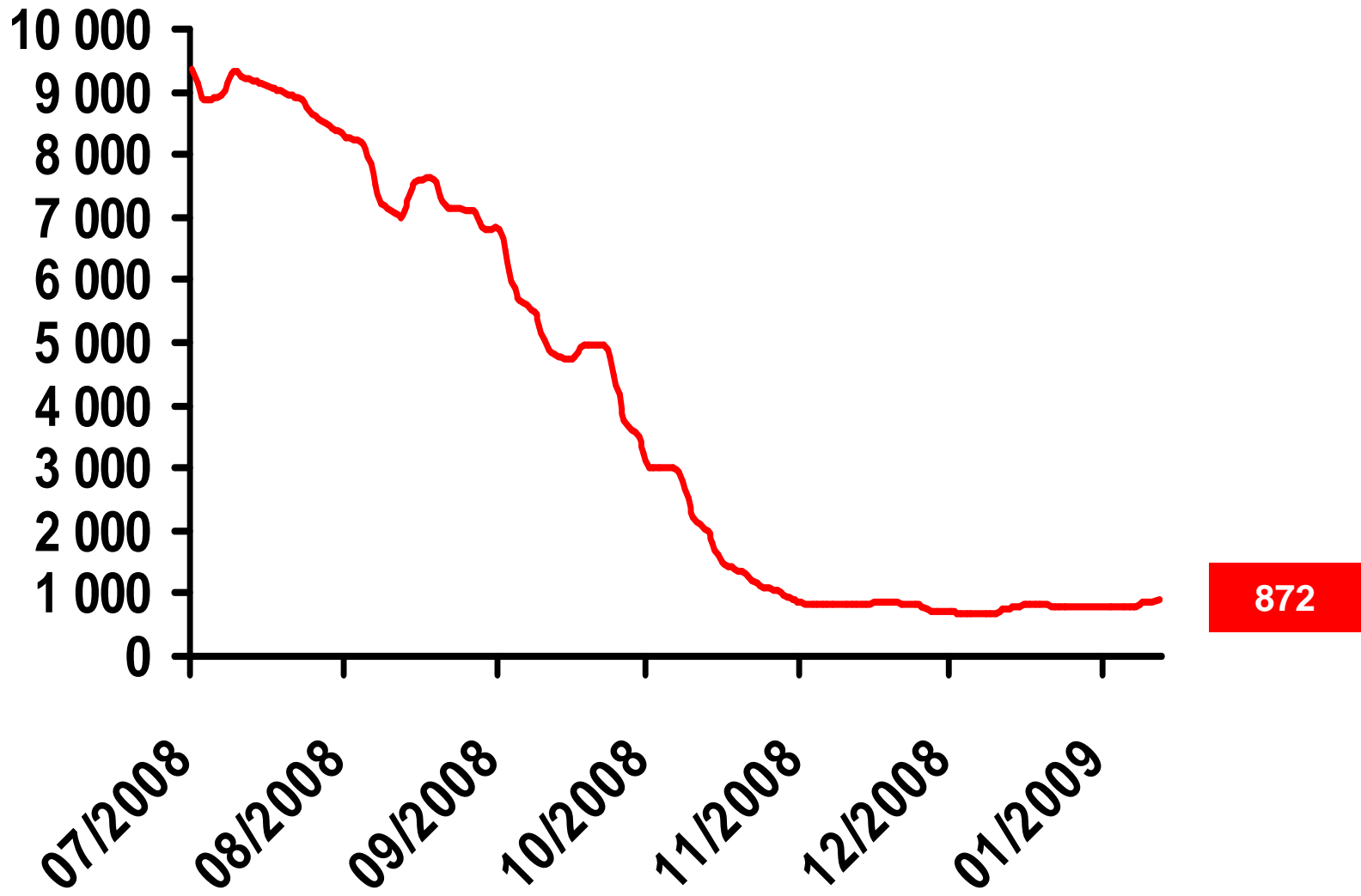
- En dépit de leur faible part dans la consommation mondiale d'énergie, les agro-carburants peuvent exercer une influence non négligeable sur l'agriculture et les marchés agricoles mondiaux. Ainsi l'Europe en prévoyant d'utiliser 10% d'agrocarburants pour les transports d'ici 2010, aurait une certaine responsabilité dans la hausse des cours (la production de bioéthanol est passée de 4.9 à 10.2 millions de tonnes de 2006 à 2007; celle de biodiesel de 578 000 à 1.77 millions de tonnes sur la même période).
- Les agro-carburants représentent à peine 0.4% du marché mondial des céréales (soit 100 millions contre 2,1 milliards de tonnes de céréales). L'IAE considère que la production à grande échelle des agro carburants est inconcevable (elle exigerait trop de superficies). Par contre, on risque d'assister à un resserrement des liens entre énergie et agriculture, donc à plus de volatilité des cours (lien entre le prix du pétrole et le cours des produits agricoles).
- S'il existe un lien direct entre agro-carburants et céréales, ce n'est pas le cas du soja ni du riz. Or le riz a augmenté de 80% en 2007.
- Si les agriculteurs américains ont été à l'origine de la hausse du prix mondial du maïs, le prix du maïs a moins augmenté que les autres céréales. Par ailleurs, le développement de l'éthanol au Brésil n'est pas à l'origine de la hausse du prix de la canne à sucre.

4ème niveau d'analyse : sept facteurs seraient en train de bouleverser l'alimentation mondiale et les modes de fonctionnement des marchés.

- **La modification structurelle de la société** : croissance démographique et pression urbaine sur les terres; changement des régimes alimentaires (le régime carné nécessiterait 5 fois plus de terres que le régime végétarien, pour produire un kilo de viande, il faut entre 3 et 10 kgs de céréales) ; augmentation du nombre de voitures générée par le développement de pays tels que la Chine, le Brésil, l'Inde...; politiques d'indépendance énergétique des états pour sortir du tout pétrole (biocarburants).
- Cette modification structurelle engendre à son tour une pression sur la fertilité des terres (surexploitation) et l'utilisation de l'eau. Les rendements plafonnent dans les principales régions productrices et les hauts rendements ne sont obtenus qu'au prix d'une utilisation intensive d'eau (voir la culture du maïs dans le Sud Ouest de la France).
- **Le coût du fret** : concurrence entre matières premières et ressources énergétiques. L'effet Jeux Olympiques et les besoins en énergies fossiles de la Chine ont généré d'énormes tensions sur le transport maritime en 2007 et 2008. Toutes les barges utilisées pour les produits agricoles ont été louées aux chinois pour alimenter leur croissance économique.
- **Le taux de change (et plus particulièrement la parité dollar / Euro)** joue sur la monnaie de facturation des produits agricoles. Généralement payés en dollars, les produits agricoles subissent les fluctuations du change. Les prix mondiaux libellés en dollars ont augmenté de 56%.

Fret : Baltic Dry Index

Au 12 janvier 2009



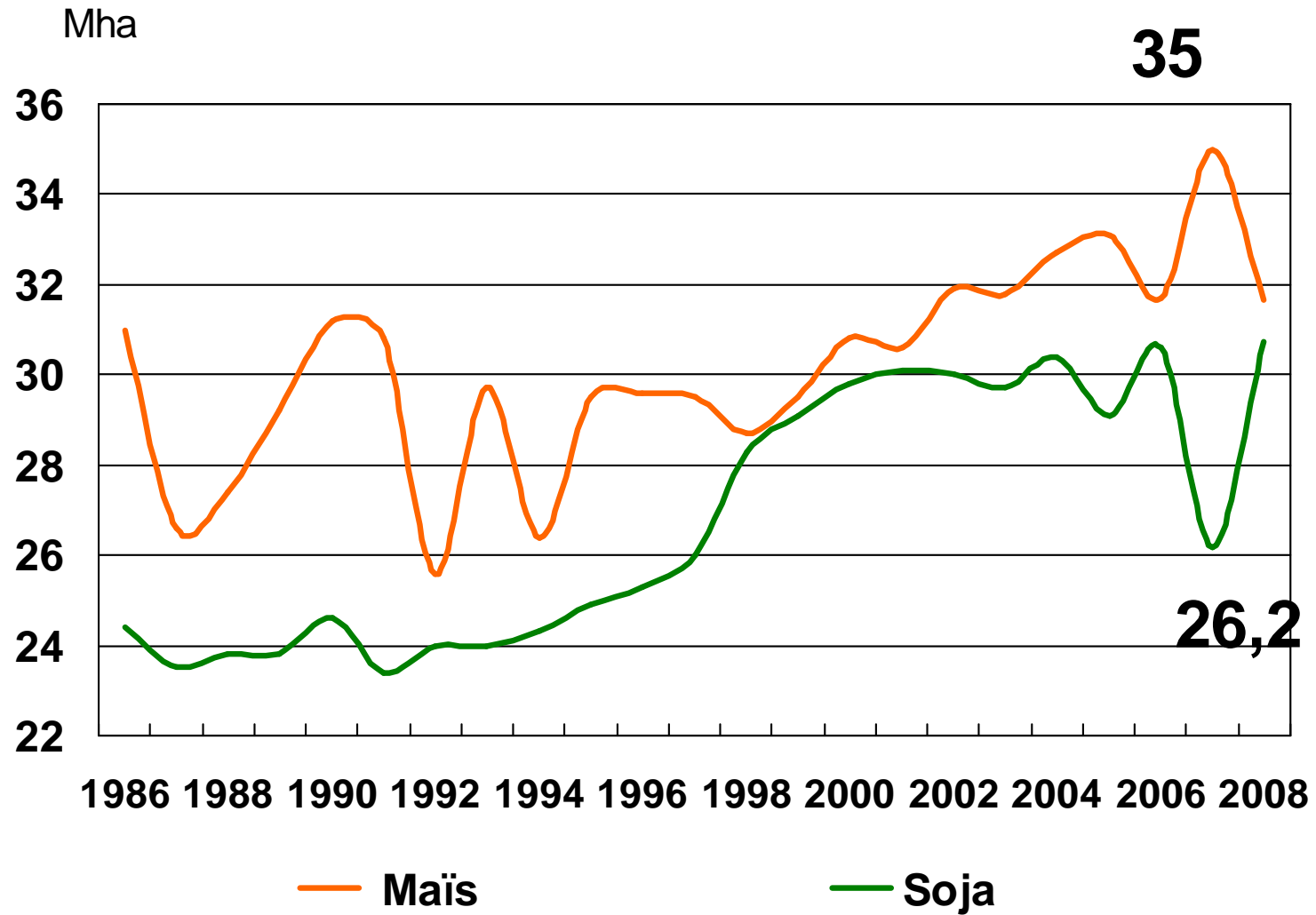
Taux de change Euro / \$

Au 12 janvier 09



- **Les conditions climatiques** ont toujours été à l'origine des baisses ou des hausses de la production, créant ainsi des zones de déficit ou de surplus (on rappelle que trois années consécutives de « bonne » production américaine suffirait à faire plonger les cours des céréales), cependant ce qui a changé, c'est la volatilité des prix accentuée par les changements climatiques. Durant la campagne 2006-2007, les sévères gelées survenues en Russie et en Ukraine ont fait augmenter les prix. L'été 2007 a engendré une hausse des prix en Europe. De même la sécheresse en Australie a quelque peu affecté le marché en 2008.
- **Les marchés agricoles sont en train de devenir des marchés financiers.** Les opérations de spéculation génèrent une certaine dérive du capitalisme financier et modifient les comportements sur les marchés agricoles. Les marchés à terme, lieux de couverture, deviennent progressivement des lieux d'arbitrage et de spéculation. La crise financière des subprime (crise immobilière et crise des actifs financiers) a amené les opérateurs du marché à se replier sur les marchés agricoles. La financiarisation des marchés agricoles contribue à rendre plus instables les cours des matières premières.
- **Les effets de substitution** entre produits agricoles modifient l'offre mondiale et déstabilisent par la même occasion, les marchés agricoles. Cette tension est particulièrement vive sur les marchés du soja et du maïs.

Surfaces semées en maïs et en soja aux Etats-Unis (Source USDA en Mha)



Source : USDA

III. QUELS REMEDES ?

En 2008, plus de 850 millions de personnes dans le monde souffraient de faim, combien seront-ils en 2030 ? Quels sont les remèdes à apporter à cette crise de l'alimentation mondiale ? Une chose est sûre, la flambée des prix du blé, et des céréales, a replacé l'agriculture au centre des préoccupations des gouvernements et des grandes institutions internationales. Mais pour combien de temps, les prévisions de ONIC et de la FAO tablent sur une accalmie des prix dans les tous prochains mois. La baisse des prix a d'ailleurs commencé depuis quelques mois, ne risque t'on pas de reporter à plus tard les projets de réforme.

1/ Une régulation des marchés et une nouvelle gouvernance mondiale

Selon l'IAAST (*International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development*), les problèmes agroalimentaires nécessiteraient que chaque situation soit analysée dans son contexte agronomique, écologique, technologique, financier, foncier, économique, sociologique...

La mondialisation des échanges est nécessaire car même si chaque région doit tendre vers l'autosuffisance, il est impossible de nourrir plus de 9 milliards de personnes sans avoir recours au commerce mondial. Cependant une régulation du marché et une autre gouvernance mondiale de la production sont nécessaires. La libéralisation des économies en développement a porté préjudice aux productions vivrières. Une sortie de crise pourrait prendre la forme d'une charte internationale sur la sécurité et la souveraineté alimentaire. Il s'agirait de contrôler le marché et non l'empêcher de fonctionner. Une nouvelle gouvernance consisterait à mobiliser tous les acteurs, que ce soient les petits producteurs, leur famille, les consommateurs, les associations citoyennes... Les institutions internationales (OMC, BM, FMI...) ne doivent plus aborder l'alimentation sous l'angle sectorielle.

2/ Le recours aux nouvelles technologies ? Croyance dans l'Homme

→ Les années 1990 ont été marquées par une certaine suspicion du public vis-à-vis des nouvelles technologies. Le débat sur les OGM a été très virulent en France et dans le monde. Il a en quelque sorte éloigné les citoyens des scientifiques, une certaine méfiance s'est installée vis-à-vis des firmes de biotechnologies (nombreux dossiers accablants sur la firme Monsanto et toutes celles qui se sont lancées dans les biotechnologies). Pourtant l'amélioration des variétés par croisement naturels, la mécanisation de l'agriculture, l'usage intensif de l'eau ont été à l'origine des progrès en matière de nutrition : 2360 kilocalories dans les années 60 contre 2900 aujourd'hui. Assisterait-on à un épuisement de ce modèle ?

Si la nécessité de développer les biotechnologies ne fait aucun doute (elle permet d'améliorer les variétés, d'augmenter les rendements, de développer certaines caractéristiques telles que la résistance à la sécheresse), il convient de réfléchir sur un projet viable pour les générations futures. La communication et les prises de position sur les OGM de 1ère génération (soit disant économes en pesticides, plus rentables...) ont été un fiasco pour la profession agricole toute entière. Les OGM de 2nd génération (caractéristiques qualitatives) en supporte encore le lourd fardeau.

A la question « *les OGM peuvent-ils nourrir le monde ?* », la prudence impose que leur impact soit évalué à grande échelle et sur le long terme. Les plus pessimistes nous diront qu'il sera alors trop tard pour circonscrire un problème, si problème il y a !

→ *L'arrivée des agro carburants de deuxième génération pourrait changer la donne.* Contrairement aux agro carburants de première génération fabriqués à partir des grains, ceux de la deuxième génération sont basés sur la valorisation de l'ensemble de la plante (bois, feuilles, pailles). Il serait ainsi possible d'utiliser la biomasse lignocellulosique dans ces productions. Ce qui permettrait d'avoir de meilleurs rendements énergétiques et surtout d'éviter une compétition entre les productions alimentaires et les productions non-alimentaires.

Le lien entre biotechnologies et biocarburants paraît ici une alternative (FAO, 2009) :

- Dans le cas de la 1^{ère} génération, les biotechnologies peuvent contribuer à accélérer le processus de sélection des variétés les mieux adaptées à ce type de production – rendement en biomasse à l'hectare supérieur, teneur plus élevée en huile ou en sucres fermentables... Le séquençage du génome de plantes telles que le maïs, le sorgho et le soja est en passe d'être établi. Nombre d'enzymes (les amylases à l'origine de la fermentation) sont actuellement disponibles dans le commerce sous forme de micro-organismes génétiquement modifiés.
- Dans le cas de la 2nd génération, les biotechnologies passent par la mise au point de souches de *Saccharomyces cerevisiae* (levure) capables de fermenter les sucres pentose, la mise au point d'espèces de levures de remplacement capables de fermenter naturellement les sucres pentose et la conception d'enzymes capables de décomposer la cellulose.

→ L'exploitation des collections présentes dans les banques de données permettrait également de diversifier les récoltes (la sélection dite assistée par marqueurs permettrait de les exploiter plus rapidement en réduisant le temps de création d'une nouvelle variété). Cependant de tels outils high-tech ne sont pas à la portée des pays en développement. **Il faudrait redéfinir un modèle de propriété intellectuelle** qui ne se limite pas aux grandes cultures, prenne en compte les cultures vivrières, les savoirs locaux et indigènes.

3/ Vers un modèle d'agriculture intensivement écologique

Un tel modèle consisterait à intensifier les rendements de manière naturelle en utilisant au maximum les fonctionnalités et biologiques des écosystèmes.

L'écologie politique (notamment les travaux de Georgescu-Roegen) insiste sur la capacité humaine à intercepter la plus grande partie des rayons solaires (pas un seul ne devrait toucher le sol, ce qui exige une couverture végétale totale !).

- Dans les pays développés, ceci passe par une réévaluation des politiques de monocultures (maïs, blé...) afin de rompre avec le cercle vicieux (grandes cultures - parasites - pesticides - résistances - nouveaux pesticides ou nouvelles variétés...), la création de production de « haute qualité environnementale économes en eau et en engrais...

- Dans les pays en développement, ceci passe par des associations de cultures annuelles (arbres plus cultures). Les acacias jouent un rôle fertilisant en puisant les éléments minéraux en profondeur et en les restituant dans la couche arable lors de la chute des feuilles. Du point de vue de l'utilisation des facteurs de production et compte tenu de l'augmentation de la population, les pays en développement auront tout avantage à privilégier les systèmes intensifs en travail (processus qui augmentera la productivité sans engendrer de chômage) et à limiter la mécanisation au matériel rudimentaire (petits motoculteurs, petits tracteurs...).

4/ Une nouvelle politique d'aide alimentaire

En 2008, 36 pays avaient besoin d'une aide extérieure, en raison des déficits exceptionnels des quantités de denrées produites et disponibles, d'un manque d'accès généralisé à la nourriture ou d'une insécurité alimentaire grave : 21 pays étaient localisés en Afrique, 10 en Asie et au Proche Orient, 4 en Amérique Latine et un en Europe.

Depuis 1993, les volumes ont diminué des 2/3 et la valeur imputée de moitié, la différence s'expliquant par la flambée des prix. Les volumes d'aide alimentaire pour 2007/2008 sont tombés à leur niveau le plus bas depuis le début des années 70, mettant en évidence une relation inverse entre les volumes envoyés et les cours mondiaux qui caractérise l'aide alimentaire.

Si l'aide alimentaire est une composante essentielle des secours d'urgence, elle ne saurait être la base d'une stratégie durable de sécurité alimentaire.

5/ Reconquérir la souveraineté alimentaire en relançant les politiques agricoles des pays en développement.

Il s'agit de réaffirmer l'importance du secteur agricole dans l'économie nationale. Les institutions internationales (OMC, Banque Mondiale, FMI...) doivent encourager les pays en développement à investir massivement dans des programmes de reconquête de l'espace géographique. Ceci passe par :

- la création de marchés communs régionaux, bâtis sur le modèle de la PAC en Europe, mais également par une représentation plus importante des pays en développement dans les discussions de l'OMC.
- le redéploiement des spécialisations agricoles. De nombreux pays (Maroc, Algérie, Tunisie, Egypte, Jordanie) ont investi l'argent public dans des cultures destinées à l'exportation pensant ainsi rééquilibrer leur balance commerciale et tirer parti des prix bas des céréales sur les marchés mondiaux. Cette stratégie s'est révélée douloureuse pour les populations urbaines (aujourd'hui le Maghreb importe 8% des céréales mondiales alors qu'il représente 1% de la population mondiale).
- une logique de croissance endogène : construction d'infrastructures routières, mise en place d'organisations de producteurs, instauration de systèmes d'assurances et de crédits (micro-crédit), édification d'une politique fiscale (pas de contribuables pour subventionner l'agriculture), meilleure redistribution des richesses (il faut un pouvoir d'achat conséquent pour tirer les prix vers le haut et offrir une rémunération décente aux exploitants), sécurisation des droits de propriété (aujourd'hui, une terre peut être confisquée à tout moment).

6/ Une politique de décroissance : mythe ou réalité ?

Bon nombre des travaux issus du courant de l'écologie politique ont cherché à formuler de véritables programmes, rompant avec la logique productiviste du capitalisme moderne. La convivialité d'Ivan Illich (1973), le programme de bioéconomie de Nicholas Georgescu-Roegen (1975), le programme de restructuration écologique d'André Gorz (1991) ou le programme des 8 R (réévaluer, reconceptualiser, restructurer, redistribuer, relocaliser, réduire, réutiliser, recycler) de Serge Latouche (2006) se proposent tous de réagir à la "surcroissance économique", incompatible avec les ressources finies de la planète. On peut en effet rappeler les grandes disparités en matière de ration quotidienne : 4000 kilocalories pour les pays de l'OCDE contre 2800 seulement en Asie et 2400 en Afrique subsaharienne.

*Dans le cas de son programme bioéconomique minimal, Nicholas Georgescu-Roegen insiste sur l'aide qu'il convient de porter aux nations sous-développées pour qu'elles puissent parvenir aussi vite que possible à une existence digne d'être vécue mais dénuée de luxe ; la diminution de la population jusqu'à un niveau où une agriculture organique suffirait à la nourrir convenablement ; une réglementation destinée à éviter tout gaspillage d'énergie (excès de chauffage, de climatisation, de vitesse, d'éclairage...) ; une désintoxication de « notre soif morbide de gadgets extravagants » ; l'abandon des effets de la mode ; la nécessité que les marchandises restent durables et réparables ; la guérison du *cyclodrome du rasoir électrique* qui « consiste à se raser plus vite afin d'avoir plus de temps pour travailler à un appareil qui rase plus vite encore, et ainsi de suite à l'infini ». Tous les espoirs sont ainsi contenus dans la fusion de l'économie et de l'écologie.*

Bibliographie

- BOUSSARD J.M (2007), *La régulation des marchés agricoles internationaux*, L'Harmattan.
- CHALMIN P. (2008), *Le Monde à faim*, Editions Bourin, 140 p.
- CLEMENT O., HUBERT B. (2006), *Le monde peut-il nourrir le monde ?* Editions Quae, IRD.
- DEMARTHON F. (2008), Les recettes pour nourrir la planète, *Journal du CNRS*, n°224, septembre, 5 p.
- FAO (2008), *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*, Rome, 145 p.
- GEORGESCU-ROEGEN N. (1995) «*Demain, la décroissance: entropologie-écologie-économie*», Sang de la Terre.
- GEORGESCU ROEGEN N. (1978) «*De la Science Economique à la Bioéconomie* », *Revue d'Economie Politique*, t LXXXVIII, n° 3, Mai-Juin, p. 337 - 382
- GRIFFON M. (2006), *Nourrir la planète*, Odile Jacob.
- HERVIEU B. (2008), *Les futurs agricoles et alimentaires en Méditerranée*, Presses de Sciences Po, Paris.
- IAASSTD (2008), *Evaluation internationale des connaissances, des sciences et des technologies agricoles pour le développement*, Rapport, 48 p.
- LANDY F. (2006), *Un milliard à nourrir, grain, territoire et politique en Inde*, Belin.
- LATOUCHE S. (2007), *Petit Traité de la décroissance sereine*, Mille et une nuits.
- LATOUCHE S. (2006), *Le pari de la décroissance*, Fayard.
- ONIC (2009), *Rapport du Conseil Spécialisé des Céréales*, 14 janvier, Paris.
- PARMENTIER B. (2008), *Nourrir l'Humanité*, Editions la Découverte, 293 p.
- TESTARD-VAILLANT P. (2008), Alimentation mondiale, les racines de la crise, *Journal du CNRS*, n° 224, septembre, 5 p.